

IL EST POSSIBLE D'ÉLIMINER LA FAIM, SI L'ON REND LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE

Suite à des augmentations importantes des prix alimentaires mondiaux au cours de la période 2007-2011, environ 1 milliard de personnes sont aujourd'hui sous-alimentées et confrontées à une grave insécurité alimentaire. Les gouvernements ont toutefois le pouvoir de mettre un terme à la faim et à la malnutrition et de faire du droit à l'alimentation une réalité. Il convient pour cela d'augmenter la disponibilité des aliments nutritifs – grâce à l'intensification de la production et à la réduction des déchets – et leur accessibilité, en améliorant le fonctionnement des marchés alimentaires et agricoles aux niveaux local, national et mondial.

La population mondiale doit toutefois passer de 6,8 milliards aujourd'hui à 9 milliards d'ici 2050. La demande d'alimentation au niveau mondial est appelée à augmenter de 70% au cours de cette période, la croissance des revenus dans les pays en développement permettant à de nombreux ménages d'accroître sensiblement leur consommation alimentaire. Tentant de répondre à la demande alimentaire croissante, les producteurs augmenteront les pressions sur les ressources naturelles (eau, terre, énergie, pêche) et sur les services écosystémiques, notamment dans les parties du monde dotées d'écosystèmes fragiles. L'augmentation de la production et celle de la consommation agricole doivent donc intervenir de manière durable.

On peut y parvenir si la croissance vise à la fois à faire face aux défis immédiats en matière de sécurité alimentaire et à renforcer une résilience à plus long terme au niveau de la production alimentaire. Les questions relatives aux filets de protection sociale en faveur des ménages vivant dans l'insécurité alimentaire, à la meilleure gestion des risques au niveau des cultures, à l'accès au financement, et au renforcement des capacités institutionnelles des organisations de production alimentaire et agricole – y compris des coopératives de petits exploitants – sont particulièrement importantes. La réduction de l'insécurité alimentaire mondiale en cette période de montée et d'instabilité croissante des prix exige donc que soient appliquées des

Le développement agricole durable exige :

- Des prix alimentaires reflétant de manière précise :
 - Les coûts totaux de la terre, de l'eau, de l'énergie et des autres ressources nécessaires pour produire les aliments (viabilité environnementale); et
 - Les salaires et revenus nécessaires aux ménages agricoles vulnérables pour se hisser au-dessus du seuil de pauvreté et y demeurer (viabilité économique);
- Des filets de protection sociale assurant le caractère abordable des aliments nutritifs, en particulier pour les ménages consommateurs nets de produits alimentaires (viabilité sociale);
- Des investissements majeurs de la part des Etats et des donateurs dans le développement rural, y compris dans les services de vulgarisation agricole, les transports ruraux et les infrastructures du marché, et des mesures pour réduire le gaspillage des produits alimentaires et agricoles; et
- Le développement des certificats et labels « verts », du commerce équitable et d'autres programmes visant à inciter davantage les petits exploitants à participer aux « chaînes de valorisation vertes ».

approches intégrant de manière durable l'appui économique, environnemental et social tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

L'agriculture pratiquée par les petits exploitants occupe une place centrale dans le développement agricole durable, la réduction de la pauvreté rurale et l'éradication de la faim. Trois quarts des pauvres du monde vivent dans des régions rurales; 2,5 milliards d'habitants ruraux travaillent dans l'agriculture, 1,5 milliard d'entre eux vivant dans des foyers de petits exploitants. Les fermes des petits exploitants et les petites entreprises – dont beaucoup sont gérées par des femmes – étant à l'origine de la majeure partie de la production agricole principale dans le monde, elles devraient être mises au centre des politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

Les opportunités de génération de revenu offertes aux petits exploitants dépendent également souvent de l'accès à la terre, à l'eau et à d'autres ressources, qui n'est pas toujours pleinement protégé par les systèmes juridiques nationaux. Cet accès peut être assuré en déployant des efforts en vue de protéger les droits des petits exploitants (par exemple, via l'initiative de

[démarginalisation des pauvres par le droit](#) du PNUD), et en établissant des liens commerciaux solides et mutuellement avantageux entre les petits exploitants et les entreprises à grande échelle.

Investir pour faire cesser le gaspillage au niveau de la production et de la consommation alimentaires

En vue d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et la nutrition, il convient de réduire le gaspillage apparent à toutes les étapes de la production, de la transformation et de la consommation des aliments, ainsi que de renforcer l'accès à des approvisionnements alimentaires abordables pour les ménages vulnérables devant importer leur nourriture. Les objectifs nationaux en matière de réduction de la faim et d'amélioration de la nutrition doivent comporter des objectifs visant à :

- Réduire les gaspillages au niveau de la production, de la transformation et de la consommation des aliments;
- Assurer la disponibilité constante d'aliments nutritifs et sûrs, produits de manière durable, et disponibles sur tous les marchés locaux;
- Mettre en œuvre des mesures pour mettre fin au déboisement;
- Assurer l'accès universel aux filets de protection sociale en faveur des ménages en situation d'insécurité alimentaire; et
- Mettre fin à la malnutrition chronique (retard de croissance et anémie).

Dans de nombreux cas, l'éradication de la faim exigera des investissements publics significatifs (de la part de donateurs et des gouvernements) et du secteur privé. Dans les pays en développement, les investissements réalisés par l'Etat et les donateurs dans les services de vulgarisation agricole, en vue d'améliorer l'accès au financement et dans les transports ruraux et les infrastructures de marché, sont particulièrement importants. Il est de même nécessaire de prendre des mesures en vue de réduire les pertes pendant les phases de transformation et de vente en gros de la chaîne de valorisation.

A mesure que l'intérêt des consommateurs croît pour la production agricole et la consommation durables, on peut s'attendre à assister à une augmentation parallèle de la rentabilité des labels «verts», du commerce équitable et des autres programmes similaires. En vue d'accélérer les progrès au niveau de la réduction de la pauvreté rurale, il pourrait convenir d'aider les foyers vulnérables à participer à ces programmes.

On a peu de chances d'assister à une augmentation de l'investissement privé dans l'agriculture et la transformation des aliments si les marchés et les systèmes commerciaux ne sont pas autorisés à travailler efficacement. Cela implique, entre autres, de faire en sorte que les prix alimentaires reflètent le coût réel de l'eau, de la terre, de l'énergie et des autres ressources naturelles utilisées dans la production alimentaire, en vue de favoriser la conservation du capital naturel et de permettre aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles de gagner des revenus et des salaires décents. Cela implique également de réduire les subventions aux

exportations agricoles maintenues par les économies développées, qui créent des distorsions sur les marchés alimentaires mondiaux et limitent les perspectives de production agricole locale dans les pays en développement.

S'il n'existe pas de modèle à « taille unique » pour l'agriculture durable, l'engagement des communautés rurales est essentielle

Il n'existe pas de méthode unique pour promouvoir l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, et aucun ensemble de mesures n'est applicable au niveau mondial. Des incitations peuvent toutefois être adaptées aux niveaux local et national en vue d'encourager la durabilité. Il convient ainsi d'aider les communautés locales à identifier, concevoir et mettre en œuvre des politiques, programmes et pratiques agricoles durables. Si l'on veut que les communautés locales jouent ce rôle, il est souvent nécessaire de fournir un appui sur le plan du développement institutionnel aux coopératives, associations d'entreprises locales et municipalités rurales. En Mongolie, par exemple, la participation

Vous souhaitez éradiquer la faim dans le monde ? Arrêtez les gaspillages au niveau de la production agricole et alimentaire – et de la consommation.

- Un tiers environ de la production alimentaire mondiale destinée à la consommation humaine (quelque 1,3 milliard de tonnes) est perdue ou gaspillée chaque année en raison de l'inefficacité généralisée de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.
- Le volume d'aliments gaspillés par les consommateurs dans les pays à revenus élevés (222 millions de tonnes) est à peu près égal à la production alimentaire totale de l'Afrique subsaharienne (230 millions de tonnes). Réduire ces gaspillages d'un tiers permettrait de faire baisser de manière sensible les prix des produits alimentaires d'importation dans les pays en situation d'insécurité alimentaire.
- Les pertes alimentaires des pays industrialisés sont aussi élevées que dans les pays en développement. Toutefois, dans ces derniers, plus de 40% des pertes alimentaires ont lieu pendant les phases de transformation après récolte et de stockage (par exemple, les grains mangés par les rats dans les silos). C'est un problème de production et d'offre.
- A l'inverse, dans les pays industrialisés, plus de 40% des pertes alimentaires ont lieu au niveau de la vente et du consommateur. Il s'agit par exemple d'aliments non consommés terminant dans les poubelles des supermarchés ou des foyers. C'est un problème de consommation.
- Vous voulez éradiquer la faim dans le monde ? La prochaine fois que vous vous rendez dans un supermarché, pensez *mondialement et agissez localement – et faites-le savoir à vos amis.*

des coopératives d'épargne locales permettant d'offrir des services de microfinancement aux communautés rurales isolées par l'intermédiaire de [XacBank](#), a été rendue possible grâce à des investissements significatifs en amont dans la formation du personnel et dans les technologies de l'information. **Contact : Hannie Meesters, Bureau des politiques de développement du PNUD (hannie.neesters@undp.org)**